

BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



**RAPPORT DU
COMITE DE
POLITIQUE
MONETAIRE**

**ENVIRONNEMENT
ECONOMIQUE
INTERNATIONAL**

—
**CONJONCTURE
ECONOMIQUE ET
FINACIERE DU
BURUNDI**

—
**CONCLUSION ET
MESURES DE
POLITIQUE
MONETAIRE**

DEUXIEME TRIMESTRE 2016
Septembre-2016

B.P. 705 BUJUMBURA Tél: (257) 22 20
40 00 Fax : (257) 22 22 31 28 - E-mail :
brb@brb.bi - Site Web : www.brb.bi

LISTE DES ACRONYMES	3
RESUME ANALYTIQUE	4
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	6
1.1. Croissance du PIB mondial	6
1.2. Commerce mondial	8
1.3. Evolution des prix dans le monde	8
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	10
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CAE	10
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	13
2.1. Production et prix	13
2.2. Secteur extérieur	15
2.2.1. Commerce extérieur	15
2.2.2. Balance des paiements	16
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et taux de change	17
2.3. Finances publiques	17
2.4. Secteur monétaire	20
2.4.1. Politique monétaire	20
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts	21
2.4.3. Base monétaire	23
2.4.4. La masse monétaire et ses contreparties	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	26
2.5.2. Qualité du portefeuille	27
2.5.3. Adéquation du capital	30
2.5.4. La rentabilité du secteur bancaire	32
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	33

LISTE DES ACRONYMES

AEN : Avoirs Extérieurs Nets

AIN : Avoirs Intérieurs Nets

BCE : Banque Centrale Européenne

BEF : Banques et Etablissements Financiers

BIF: Franc Burundi

BRB: Banque de la République du Burundi

CAE: Communauté de l’Afrique de l’Est

FMI: Fonds Monétaire International

FP : Fonds Propres

ISTEEBU : Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi

KES : Shilling Kenyan

M2, M3 : Masse Monétaire

MBIF : Million de Francs Burundi

Mds : Milliards

MFBP : Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation

MID : Marché Interbancaire de Devises

MUSD : Millions de dollars américains

MW : Mégawatt

OCDE : Organisation de Coopération et de développement Economiques

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

PIB : Produit Intérieur Brut

REGIDESO : Régie de Production et de Distribution des Eaux et d’Electricité

ROA : Return On Assets (Rendement des actifs)

ROE : Return On Equity (Rendement des fonds propres)

RWF : Franc Rwandais

T : Tonne

TZS : Shilling Tanzanien

UGX : Shilling Ougandais

USD : Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Au deuxième trimestre 2016, la conjoncture économique mondiale a été marquée par l'amélioration de la croissance dans la plupart des pays avancés et émergents, notamment aux Etats-Unis et en Chine. Le niveau d'inflation s'est globalement relevé, suite à la remontée des cours des matières premières, à l'amélioration des conditions du marché du travail et aux effets des politiques monétaires accommodantes. Le commerce mondial n'a pas encore atteint le rythme d'avant la crise de 2008, sous l'effet du ralentissement des importations des économies émergentes, notamment asiatiques.

Les prévisions de croissance économique mondiale de l'année 2016 ont été revues à la baisse suite à l'incertitude sur les conséquences des résultats du référendum britannique sur sa sortie de l'union européenne. En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait se contracter en 2016, suite à la baisse des recettes d'exportation.

Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la croissance économique resterait globalement solide en 2016 et serait soutenue notamment par les prix encore favorables du pétrole, la confiance retrouvée des touristes à la région, les investissements en infrastructure et la politique monétaire accommodante. Dans l'ensemble, l'inflation a augmenté dans les pays membres de la CAE au cours du deuxième trimestre 2016 mais elle est restée en dessous de 8%, seuil fixé dans les critères de convergence macroéconomique.

Au Burundi, l'activité économique a globalement progressé dans tous les secteurs au cours deuxième trimestre 2016 l'exception du trafic à l'aéroport de Bujumbura. La production du secteur primaire a été tirée par la collecte du café de la campagne en cours et de bonnes récoltes du thé. L'indice moyen de la production industrielle s'est amélioré, sous l'effet principalement de l'augmentation de la production dans les branches des industries alimentaires et chimiques. L'activité au port de Bujumbura s'est intensifiée.

L'inflation a baissé par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des prix des produits alimentaires due à une bonne production agricole.

Au deuxième trimestre 2016, le secteur extérieur a été caractérisé par une diminution des échanges extérieurs et une stabilité de la balance commerciale par rapport au même trimestre de l'année 2015. Les réserves officielles ont légèrement augmenté à la fin du deuxième trimestre 2016, couvrant 1,4 mois d'importations comme au trimestre précédent.

Les finances publiques du deuxième trimestre 2016 ont été marquées par des dépenses plus importantes que les recettes. Il en a résulté un accroissement du déficit budgétaire qui a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité économique, au cours du deuxième trimestre 2016, la Banque Centrale a poursuivi une politique monétaire accommodante. A cet effet, elle a non seulement intensifié les opérations d'injection de liquidité mais a également diminué le taux de refinancement des crédits café pour encourager le secteur bancaire à financer l'économie et faciliter le financement de la campagne café 2016-2017.

Ce ralentissement de l'activité économique a induit une baisse des dépôts et des opérations de crédit. Suite à la baisse des dépôts qui constituent la principale ressource du secteur bancaire, certaines banques ont fait recours au refinancement de la Banque Centrale pour combler des insuffisances de trésorerie. Même si le portefeuille crédit s'est détérioré, le secteur bancaire reste rentable et dispose des fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire d'adéquation du capital.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Au deuxième trimestre 2016, l'activité économique s'est améliorée dans la plupart des pays développés. En effet, l'augmentation du revenu des ménages, sous l'effet de l'amélioration du marché du travail et de la faiblesse de l'inflation dans les pays développés, a contribué à la progression des dépenses de consommation. L'activité économique s'est également améliorée dans certains pays émergents du fait du redressement des marchés financiers et des cours des produits pétroliers amorcé vers la fin du premier trimestre.

Aux Etats-Unis, les indicateurs de l'activité économique montrent un rebond au deuxième trimestre, la croissance économique s'est établie à 0,6 contre 0,4% au premier trimestre, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure.

Dans la Zone euro, le rythme de croissance a décéléré au deuxième trimestre 2016 (0,3 contre 0,6% au trimestre précédent) mais reste relativement solide par rapport aux trimestres précédents. La croissance a résulté principalement de la hausse de la consommation et de la faiblesse de l'inflation.

L'économie japonaise tarde à montrer des signes de reprise en dépit de la politique de relance du gouvernement. Au deuxième trimestre 2016, la croissance du PIB a reculé (0,4 contre 0,5% au trimestre précédent) en liaison notamment avec la baisse de la consommation des ménages et le recul du commerce extérieur.

En Chine, l'amélioration de l'activité économique s'est poursuivie au deuxième trimestre (1,8 contre 1,2%) suite à la hausse de la production industrielle et des échanges commerciaux.

Tableau 1: Croissance économique en glissement trimestriel

	1er trim 2016	2ème trim 2016
Etats-Unis	0,4	0,6
Zone Euro	0,6	0,3
Japon	0,5	0,4
Royaume unis	0,4	0,6
Chine	1,2	1,8

Source : OCDE, Statistiques juillet 2016

Les prévisions de la croissance économique de l'année 2016 ont été revues à la baisse suite aux résultats du référendum britannique sur sa sortie de l'union européenne. La croissance de l'année 2016 est estimée au même niveau que celui de l'année précédente (3,1%).

Tableau 2 : Croissance du PIB mondial

	2015	2016 (Proj.)	2017 (proj.)
Taux de croissance du PIB Mondial	3,1	3,1	3,4
Pays avancés	1,9	1,8	1,8
Etats-Unis	2,4	2,4	2,2
Zone Euro	1,7	1,6	1,4
Japon	0,5	0,3	-0,1
Pays émergents et en développement	4,0	4,1	4,6
Russie	-3,7	-1,2	1,0
Chine	6,9	6,5	6,2
Inde	7,6	7,4	7,4
Brésil	-3,8	-3,3	0,5
Mexique	2,5	2,5	2,6
Afrique subsaharienne	3,3	1,8	3,3

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2016

Dans les pays avancés, la reprise se poursuivrait mais à un rythme modéré. La croissance du PIB se maintiendrait à 2,4% aux Etats-Unis et diminuerait dans la Zone euro (1,6 contre 1,7%) et au Japon (0,3 contre 0,5%).

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique resterait globalement soutenue (4,1 contre 4,0%). En Chine, la croissance du PIB, bien qu'en légère baisse (6,5 contre 6,9%), resterait soutenue suite aux mesures de relance de la demande, notamment la baisse des taux prêteurs de référence, la politique budgétaire expansionniste et les dépenses d'infrastructure. La croissance resterait également élevée en Inde (7,4 contre 7,6%).

En Afrique subsaharienne, la conjoncture économique reste globalement fragile surtout dans les grands pays producteurs de produits de base. L'activité économique devrait se contracter en 2016 (1,8 contre 3,3%) suite notamment à la baisse des recettes d'exportation.

1.2. Commerce mondial

Le commerce mondial n'a pas encore atteint le rythme de croissance d'avant la crise de 2008. En 2016, après le recul enregistré au début de l'année, le commerce mondial a rebondi au second trimestre (+1,8 contre 0,5%) sous l'effet de la progression des importations des pays émergents, notamment asiatiques. Les projections montrent un accroissement modéré au cours du reste de l'année (0,8% par trimestre). Au total, la croissance du commerce mondial resterait proche de celle de l'année dernière (2,8%).

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial

	2013	2014	2015	2016
Commerce mondial des marchandises	2,4	2,8	2,8	2,8
Exportations				
Economies développées	1,7	2,4	2,6	2,9
Economies en développement et émergentes	3,8	3,1	3,3	2,8
Importations				
Economies développées	-0,2	3,5	4,5	3,3
Economies en développement et émergentes	5,0	2,1	0,2	1,8

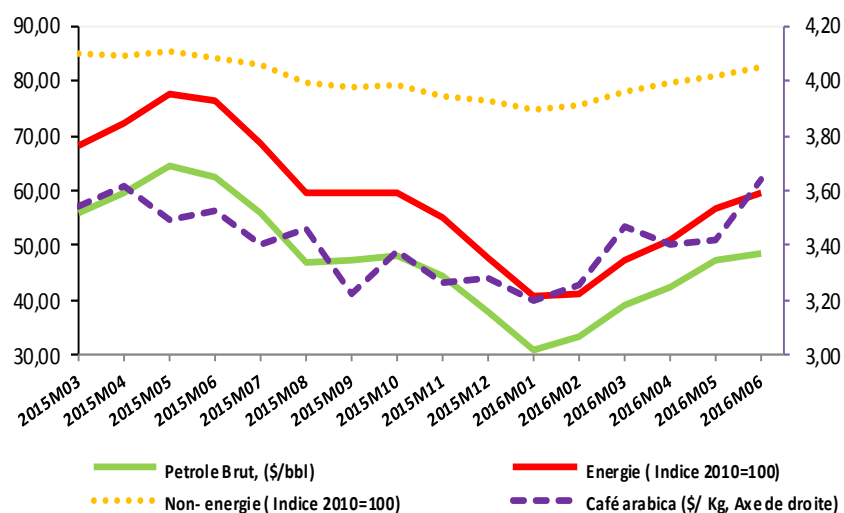
Source : OMC, avril 2016

1.3. Evolution des prix dans le monde

1.3.1. Prix des matières premières

Au cours du deuxième trimestre 2016, les prix des matières premières se sont redressés par rapport au premier trimestre. Le cours du pétrole est passé de 39,07 USD en moyenne au mois de mars à 48,48 USD au mois de juin 2016. En moyenne trimestrielle, le prix du pétrole a progressé de 37,7%, passant de 33,36 à 45,95 USD le baril. Dans l'ensemble, de mars à juin, l'indice des prix des matières énergétiques est passé de 47,34 à 77,78 et celui des produits non énergétiques de 59,48 à 82,64.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source : World Bank, commodity prices, July 2016

1.3.2. Evolution de l'inflation

En glissement trimestriel, le niveau d'inflation s'est globalement relevé au cours du deuxième trimestre 2016, suite à la remontée des cours des matières premières. En outre, l'amélioration des conditions du marché du travail et les effets des politiques monétaires accommodantes continuent également d'influencer à la hausse les taux d'inflation dans plusieurs pays.

Tableau 4: Evolution de l'inflation

	Evolution annuelle			Evolution trimestrielle	
	T2-2015	T1-2016	T2-2016	T1-2016	T2-2016
Chine	1,37	2,13	2,07	1,93	-0,24
États-Unis	-0,04	1,08	1,05	0,06	1,18
Japon	0,48	0,06	-0,39	-0,45	0,26
Zone euro	0,19	0,04	-0,09	-0,99	1,22
OCDE - Total	0,52	0,98	0,83	-0,06	0,83

Source : www.OECD. Stat

Les prévisions annuelles montrent que l'inflation globale pourrait augmenter dans les pays avancés (0,7 contre 0,3%) suite principalement à la hausse des prix des matières premières. Dans les pays émergents, le niveau des prix devrait fléchir légèrement (4,6 contre 4,7%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Dans un contexte de faible inflation et d'incertitude entourant la reprise de l'activité économique mondiale, les banques centrales de certains pays développés ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en vue de soutenir la croissance de leurs économies et ramener l'inflation vers l'objectif souhaité de 2%.

Aux Etats Unis, la Réserve Fédérale a laissé inchangés ses taux directeurs, qui évoluent dans une fourchette de 0,25% et 0,50% depuis décembre 2015, en raison de la faiblesse de la croissance qui reste toujours en deçà des attentes.

Dans la Zone euro, la BCE a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, à respectivement 0,00%, 0,25% et -0,40%. Elle a poursuivi également son programme de rachat d'actifs en vue de redynamiser la reprise économique. Cependant, les récents développements des prix du pétrole et le référendum sur le Brexit devraient peser sur les décisions à venir.

Au Japon, la banque centrale a maintenu son taux directeur à zéro ainsi que le taux de dépôt négatif (-0,1%) instauré depuis janvier 2016. De même, elle a reconduit son vaste programme de rachat d'actifs afin de relancer la croissance toujours faible.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CAE

En dépit de la conjoncture économique difficile de l'économie mondiale accentuée par le Brexit, la croissance économique resterait solide en 2016 dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est à l'exception du Burundi dont l'activité économique a ralenti depuis 2015.

Tableau 5 : Croissance du PIB dans les pays de la CAE

	2012	2013	2014	2015	2016(prév.)
Burundi*	4,4	4,9	4,5	-3,9	0,7
Rwanda	8,8	4,7	7,0	6,9	6,3
Ouganda	2,6	4,0	4,9	5,0	5,3
Kenya	4,6	5,7	5,3	5,6	6,0
Tanzania	5,1	7,3	7,0	7,0	6,9
Afrique Subsaharienne	4,3	5,2	5,1	3,4	3,0

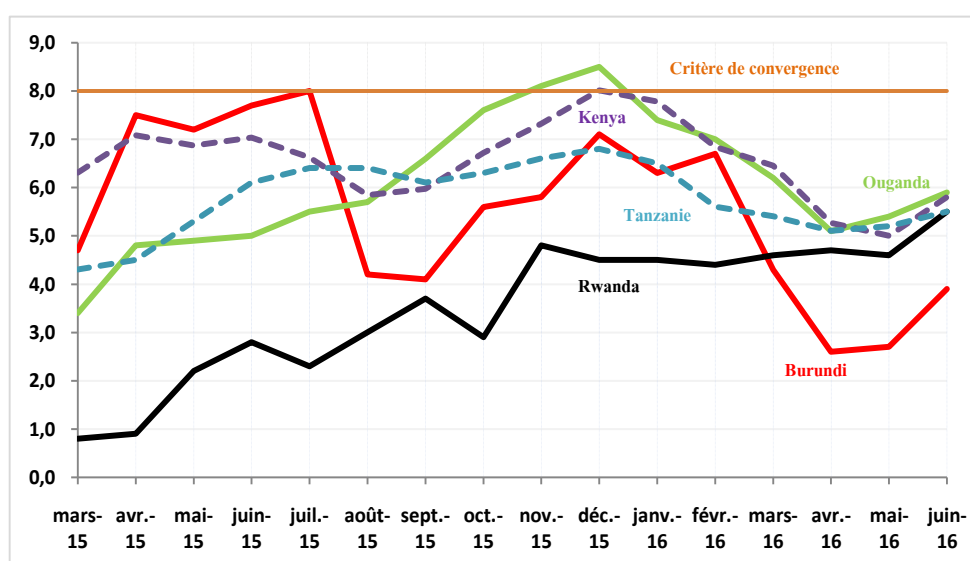
Source : FMI, Perspectives Economiques Régionales : Afrique Subsaharienne, Avril 2016

*Cadrage macroéconomique du Burundi, mai 2016

Les performances économiques proviendraient d'une augmentation de la demande intérieure soutenue par les prix encore favorables du pétrole, de la confiance retrouvée des touristes à la région, des investissements en infrastructures et de l'impact positif de la politique monétaire accommodante.

Dans l'ensemble, l'inflation a augmenté dans les pays membres de la CAE au cours du deuxième trimestre 2016 suite principalement à la remontée des prix du pétrole, à la hausse des prix des produits alimentaires et aux effets de la dépréciation des monnaies par rapport aux principales devises étrangères. Toutefois, l'inflation est restée en dessous de 8%, seuil fixé dans les critères de convergence macroéconomique.

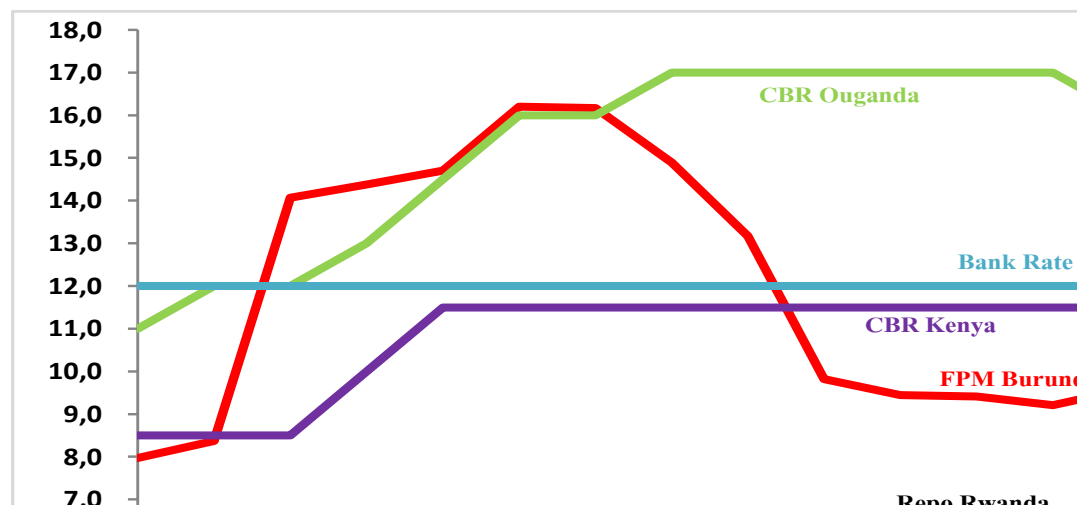
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CAE



Source : Sites des Banques centrales de la CAE

C'est ainsi que les banques centrales des pays de la CAE ont maintenu une politique monétaire accommodante en réduisant ou en reconduisant leurs taux directeurs.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales des pays de la CAE



Source : Sites des banques centrales de la CAE

Les banques centrales du Kenya et de l'Ouganda ont diminué leurs taux directeurs, revenant respectivement de 11,5 à 10,5% et de 17 à 15% entre mars et juin 2016. La Banque Nationale du Rwanda et la Banque de Tanzanie ont maintenu leurs taux à 6,5 et 12% respectivement. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal(FPM) a baissé, revenant de 9,6 à 8,9%.

En raison principalement du faible coût des importations notamment des produits pétroliers et des interventions des banques centrales sur le marché des changes, les monnaies des pays membres de la CAE se sont stabilisées par rapport au dollar américain au cours du deuxième trimestre 2016.

Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CAE

	USD/BIF	USD/KES	USD/TZS	USD/UGX	USD/RWF
déc-15	1617,13	102,31	2148,52	3377,01	747,41
mars-16	1637,54	101,33	2179,60	3374,43	768,41
juin-16	1653,01	101,10	2178,86	3404,86	783,26
Var. juin-16/déc-15 (en %)	2,22	-1,18	1,41	0,82	4,80
Var. juin-16/mars-16 (en %)	0,56	-0,038	-0,002	2,35	1,23

Source : sites web des banques centrales des pays de la CAE

De mars à juin 2016, les shillings kenyan et Tanzanien se sont appréciés pendant que le shilling ougandais s'est déprécié de 2,35%, le franc rwandais de 1,13% et le franc Burundi de 0,56%.

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au cours du deuxième trimestre 2016, l'activité économique s'est améliorée dans tous les secteurs par rapport au trimestre correspondant de 2015.

La production vivrière¹ de la saison B de 2016 s'est légèrement accrue de 0,1% par rapport à la même saison de 2015, passant de 1.942.272 à 1.944.806T.

Au deuxième trimestre 2016, la production du café et du thé a augmenté par rapport au même trimestre de 2015. En effet, la quantité du café parche produite au cours du trimestre a progressé de 11.264 T, passant de 963 à 12.227 T et celle du thé sec produit s'est accrue de 73 T, soit 3.385 contre 3.312 T.

L'indice moyen pondéré de la production industrielle a augmenté de 9,6%, passant de 107,8 à 118,2 sous l'effet principalement de l'augmentation de la production dans les branches des industries alimentaires (+10,6%) et des industries chimiques (+8,1%).

La production d'énergie électrique de la REGIDESO a augmenté de 1,0% par rapport au même trimestre de 2015, passant de 43.581 à 44.026 MW. Par rapport au trimestre précédent, la production s'est accrue de 13,9%.

L'activité au port de Bujumbura s'est intensifiée au deuxième trimestre 2016, les marchandises entrées et sorties ayant progressé de 30,7% par rapport au même trimestre de 2015 et de 12,5% par rapport au trimestre précédent. Par contre, le trafic à l'aéroport de Bujumbura a reculé de 18,9% pour les mouvements des aéronefs et de 19,1% pour les passagers. Comparé au premier trimestre 2016, le trafic s'est accru de 18,0 et de 3,3% respectivement.

S'agissant des perspectives de toute l'année 2016, la croissance du PIB est estimée à 0,7 contre -3,9% en 2015 en liaison avec la reprise dans les secteurs secondaire (1,0 contre -14,1%) et tertiaire (2,8 contre 2,0%).

¹ Données provisoires du MINAGRIE

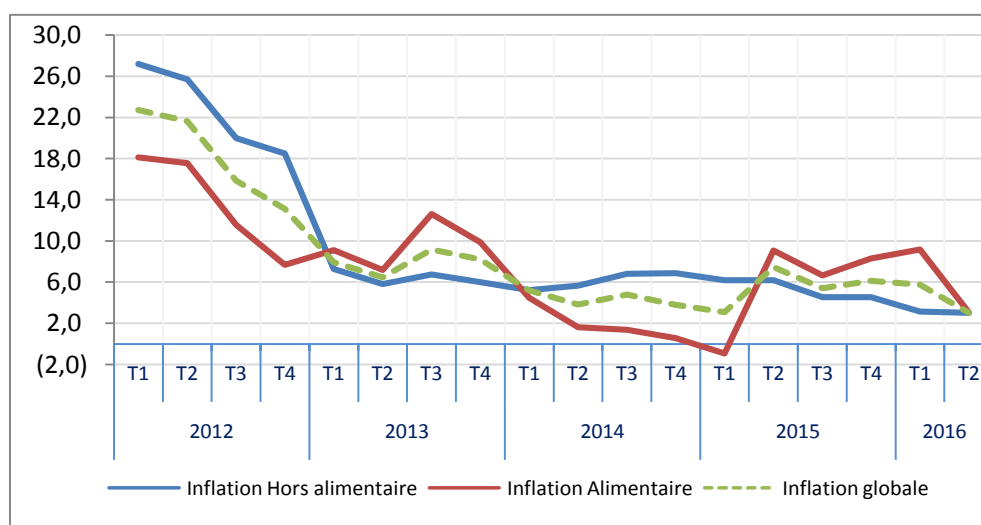
Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2013	2014	2015	2016
1. Croissance du PIB réel	4,9	4,5	-3,9	0,7
Secteur primaire	8,4	3,7	-3,6	-2,7
Secteur secondaire	2,4	7,4	-14,1	1
Secteur tertiaire	2,8	4,4	2,0	2,8
2. Inflation	7,9	4,4	5,6	7,5

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, mai 2016

L'inflation a baissé, revenant de 5,8 à 3,0% d'un trimestre à l'autre en rapport avec, à la fois, la baisse de l'inflation alimentaire (3,1 contre 9,2%) et non alimentaire (3,1 contre 3,4%). De même, en glissement annuel, le taux d'inflation a reculé, revenant de 7,5 à 3,0% suite à la bonne production agricole.

Graphique 4 : Inflation par principales composantes



Source : ISTEUBU

Les prévisions annuelles de 2016 montrent que l'inflation pourrait s'établir à 7,5 contre 5,6% de l'année précédente en raison de la baisse de la production vivrière et de la dépréciation du BIF.

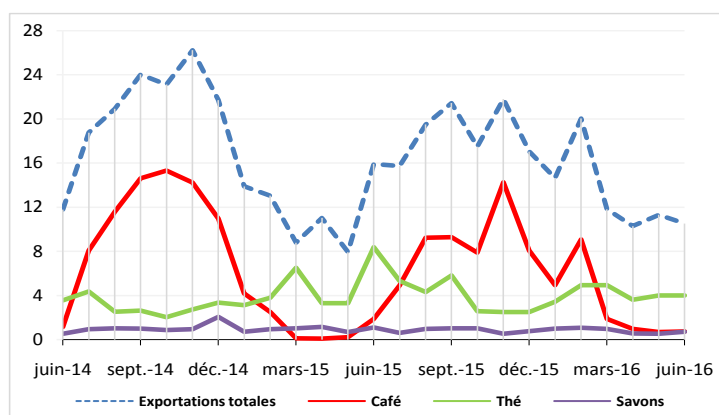
2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Comparés au second trimestre 2015, les échanges commerciaux du second trimestre 2016 ont été marqués par un fléchissement tant des importations (-2.983,0 MBIF) que des exportations (-3.826,6 MBIF). Le déficit de la balance commerciale est resté presque au même niveau que celui de la même période de 2015(-255.246,9 contre -254.403,3 MBIF). Les exportations ne couvraient que 11,2% des importations contre 12,4%.

La diminution des exportations est essentiellement due à la baisse des exportations des produits primaires (-7.221,9 MBIF) dont le thé (-4.470,1 MBIF), les peaux brutes (-2.222,5 MBIF) et les minerais (-698,9 MBIF). En revanche, les exportations des produits manufacturés ont augmenté de 3.395,2 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, les exportations se sont contractées de 14.350,4 MBIF en rapport avec la diminution des exportations du café de 13.477,4 MBIF due à la fin de la campagne café 2015-2016.

Graphique 5: Principaux produits exportés (en Mds de BIF)



Source : BRB

La diminution des importations a concerné les biens d'équipement (-4.599,7 MBIF) et de consommation (-2.309,1 MBIF). Par contre, les importations des biens de production ont augmenté de 3.925,9 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, les importations ont baissé de 12.054,5 MBIF en raison de la diminution des importations des biens de consommation

(-25.676,9 MBIF), les biens de production et d'équipement ayant, par contre, augmenté de 13.060,6 et de 561,7 MBIF respectivement.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du deuxième trimestre 2016 s'est soldée par un besoin de financement (soldes du compte courant et de capital) légèrement inférieur à celui de la même période de 2015 (-182.686,7 contre -185.229,1 MBIF) suite à l'augmentation de l'excédent du compte de capital (29.600,2 contre 23.071,0 MBIF), le déficit courant s'étant dégradé (-212.287,0 contre -208.300,1 MBIF). Cette dégradation du compte courant est principalement due à l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (-274.480,1 contre -263.268,8 MBIF).

Le compte financier a enregistré un excédent de 92.818,8 contre 90.189,5 MBIF, lié aux engagements extérieurs à court terme (104.868,5 contre 104.877,4 MBIF) qui ont contrebalancé la baisse des avoirs extérieurs (12.049,7 contre 14.687,9 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du deuxième trimestre 2016, les avoirs extérieurs ont diminué de 3,6% par rapport à fin mars 2016, revenant de 205,6 à 198,1 MUSD. Par rapport à fin juin de l'année précédente, ils ont chuté de 45,0%.

Tableau 8 : Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			Variation	
	Juin 2015	Mars 2016	Juin 2016	Trimestrielle	Annuelle
BRB	237,42	94,06	99,6	5,9%	-58,0%
<i>Dont réserves officielles</i>	236,9	93,31	98,92	6,0%	-58,2%
Banques commerciales	122,97	111,54	98,54	-11,7%	-19,9%
Total	360,39	205,6	198,14	-3,6%	-45,0%

D'un trimestre à l'autre, les avoirs extérieurs de la BRB ont légèrement augmenté de 5,9%, passant de 94,06 à 99,6 MUSD. Les avoirs des banques commerciales ont diminué de 11,7%, revenant de 111,54 à 98,54 MUSD à fin juin 2016. En glissement annuel, les avoirs extérieurs de

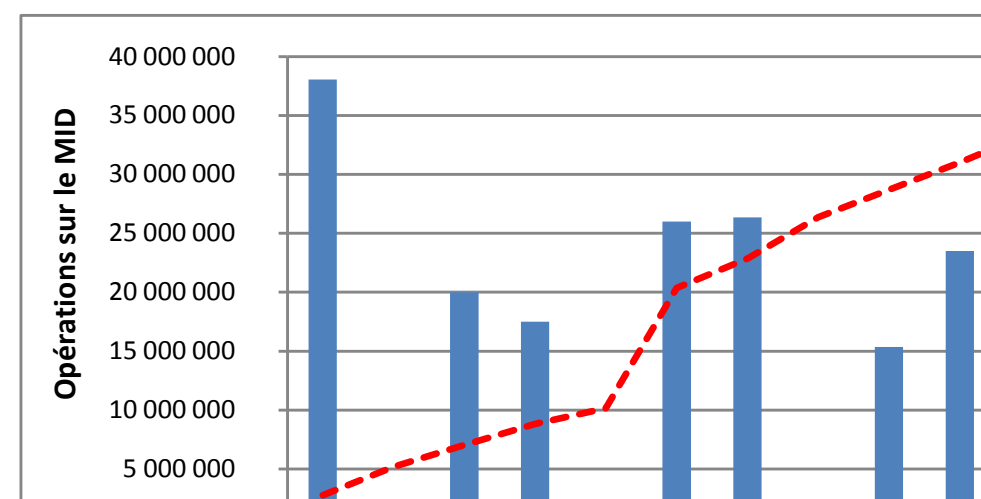
la BRB et des banques commerciales ont diminué, respectivement de 58,0 et de 19,9%, revenant de 237,42 à 99,6 MUSD et de 122,97 à 98,54 MUSD à fin juin 2016.

Par rapport au trimestre précédent, les réserves officielles ont légèrement augmenté de 6,0%, passant de 93,31 à 98,92 MUSD, couvrant 1,4 mois d'importations comme au trimestre précédent. Comparé avec la même période de 2015, les réserves ont chuté de 58,2%.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et taux de change

Au cours du deuxième trimestre 2016, la BRB a effectué des interventions sur le MID pour un montant de 53,30 MUSD contre 38,85 MUSD au trimestre précédent, soit une augmentation de 37,2%. Pendant la même période de l'année 2015, les interventions de la BRB ont atteint 53,04 MUSD.

Graphique 6 : Transactions sur le MID et le taux de change du USD/BIF



Source: BRB

Concernant les transactions interbancaires en devises, aucune opération n'a été effectuée au deuxième et au premier trimestre 2016. D'un trimestre à l'autre, le taux de change moyen est passé de 1628,72 à 1648,34 USD/BIF, soit une dépréciation de 1,2%.

2.3. Finances publiques

Au deuxième trimestre 2016, les finances publiques ont été marquées par des dépenses budgétaires plus importantes que les recettes. Il en a résulté un déficit budgétaire qui a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	Evolution trimestrielle				
	2015			2016	
	2e trim	3e trim	4e trim	1er trim	2e trim
A. RECETTES ET DONS	133 298,6	157 756,9	189 975,6	170 959,2	185 471,0
a. Recettes	115 554,2	143 678,4	160 299,1	149 794,9	155 832,4
Recettes courantes	115 502,7	143 678,4	158 653,0	149 794,9	155 832,4
Recettes exceptionnelles	51,5	-	1 646,1	-	0,0
b. Dons	17 744,5	14 078,5	29 676,5	21 164,3	29 638,6
courants	0,0	-	-	-	0,0
en capital	17 744,5	14 078,5	29 676,5	21 164,3	29 638,6
B. DEPENSES	237 115,0	210 148,4	270 208,8	225 044,1	262 527,7
a. Dépenses courantes	188 842,1	175 761,9	217 090,3	172 933,1	212 465,1
Salaires	72 043,1	83 325,3	83 259,2	83 700,0	87 500,0
b. Dépenses en capital	48 273,0	34 386,5	53 118,5	52 111,0	50 062,6
Sur ressources nationales	22 353,6	19 390,1	20 629,2	9 428,9	17 689,4
Sur prêts et dons extérieurs	25 919,4	14 996,4	32 489,4	42 682,1	32 373,2
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engage)	-103 816,4	-52 391,5	-80 233,2	-54 084,9	-77 056,7
C. FINANCEMENT	103 816,4	52 391,5	80 233,2	54 084,9	77 056,7
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	-192,5	-2 314,8	1 686,6	20 120,3	2 455,4
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	174 807,9	119 323,5	153 411,3	47 572,7	68 605,5
D. Erreurs et omission	-70 799,0	-64 617,2	-74 864,7	-13 608,1	5 995,8

Source : Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation

Les recettes budgétaires ont augmenté de 4,0 % par rapport au premier trimestre, passant de 149.794,9 à 155.832,4 MBIF. Comparées à la même période de 2015, elles se sont accrues de 34,9%, passant de 115.554,2 à 155.832,4 MBIF.

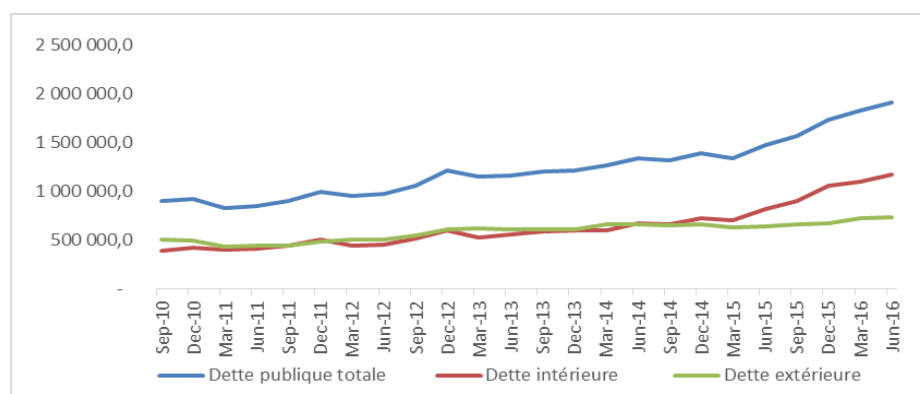
Les dons en capital ont augmenté (29.638,6 contre 21.164,3 MBIF) par rapport au trimestre précédent. Comparé au même trimestre de l'année précédente, les dons en capital ont également augmenté, passant de 17.744,5 à 29.638,6 MBIF. Aucun appui en dons courants n'a été encaissé.

Les dépenses publiques ont augmenté de 16,7%, passant de 225.044,1 MBIF au premier trimestre 2016 à 262.527,8 MBIF. Cette progression a concerné les dépenses courantes (212.465,1 contre 172.933,1 MBIF) alors que les dépenses d'investissement ont légèrement diminué (50.062,1 contre 52.111,0 MBIF). Par rapport à la même période de 2015, les dépenses publiques se sont accrues de 10,7%, passant de 237.115,0 à 262.527,8 MBIF. Cette augmentation a concerné principalement les dépenses courantes (+23.623,0 MBIF).

Le deuxième trimestre 2016 s'est clôturé avec un déficit budgétaire global plus profond que celui du premier trimestre (77.056,7 contre 54.084,9 MBIF) en liaison avec la hausse des dépenses publiques. Ce déficit a été principalement financé par les ressources intérieures (68.605,5 MBIF) ; les ressources extérieures ne se sont élevées qu'à 2.455,4 MBIF.

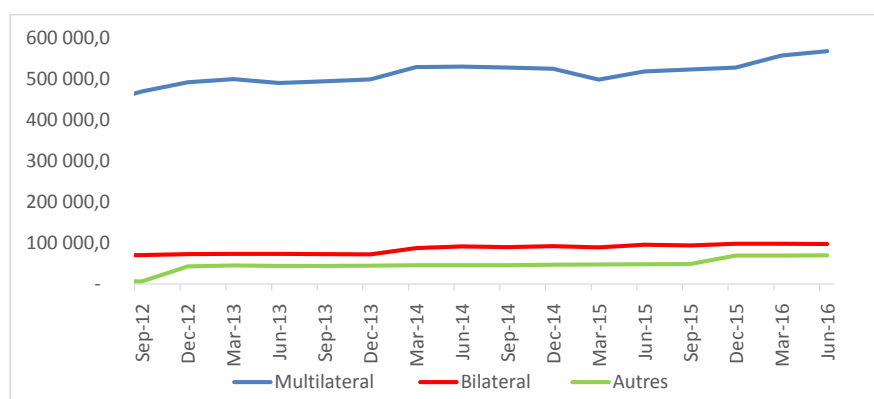
La dette publique a augmenté de 4,6% par rapport au premier trimestre 2016, passant de 1.827.909,0 à 1.911.789,1 MBIF. En glissement annuel, le stock de la dette publique s'est accru de 28,7%, passant de 1.485.229,7 à 1.911.789,1 MBIF. La dette intérieure représente 61,5% de la dette publique et est constituée principalement par les titres du Trésor et les avances de la Banque Centrale.

Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

Graphique 8 : Composition de la dette extérieure par créanciers



Source : BRB

La dette extérieure est composée de la dette multilatérale (77,3%), bilatérale (13,2%) et des autres créanciers (9,5%).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Politique monétaire

Au cours du deuxième trimestre 2016, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de ralentissement de l'activité économique. A cet effet, les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement des banques prises en 2015 ont été maintenues. Ces mesures consistaient notamment à :

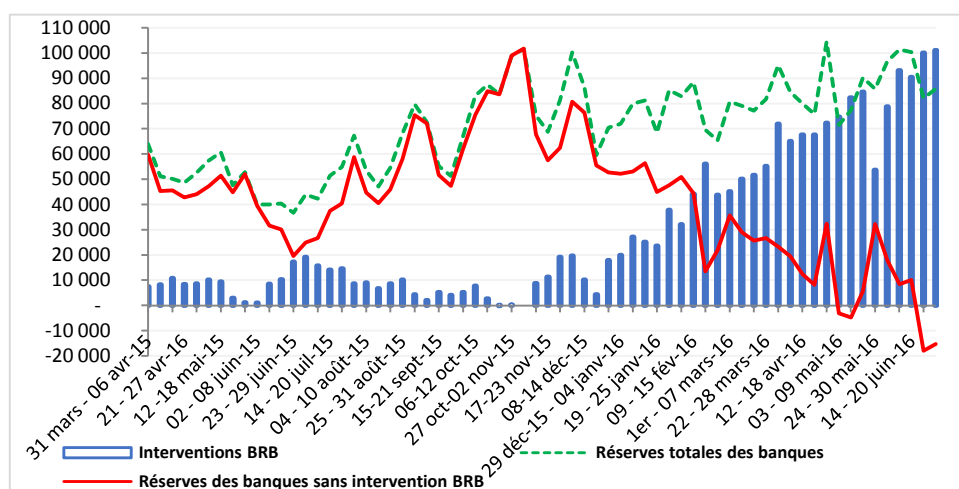
1. L'intensification des opérations d'appel d'offres d'apport de liquidité pour fournir aux banques une liquidité assortie des taux d'intérêt faibles, en augmentant à la fois le volume et la fréquence des interventions ;
2. L'introduction de nouvelles maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité, qui a permis d'injecter de la liquidité plus stable ;
3. La dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers, jusqu'au 30 septembre 2016, en vertu de laquelle les créances à moyen et long termes sur les entreprises non financières, présentées en refinancement, sont désormais analysées sur base de leurs tableaux d'amortissement en comparaison avec les encours figurant sur les états des risques, au lieu des états financiers des entreprises débitrices ;
4. La mobilisation des effets adossés aux créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de douze (12) mois, jusqu'au 30 septembre 2016, pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.

Dans le but de faciliter le déroulement et le financement de la campagne café 2016-2017, la Banque Centrale a décidé, au cours de ce trimestre, de refinancer les crédits café à un taux fixe de 3% et d'appliquer une décote de 10% sur les effets tirés sur les entreprises de la filière café, au lieu de 50% appliquée auparavant.

2.4.2. Réserves des banques² et taux d'intérêts

Au cours du deuxième trimestre 2016, les réserves des banques ont baissé par rapport au premier trimestre 2016, revenant de 38.578 MBIF à 9.213 MBIF en moyenne hebdomadaire. Face à cette baisse, la BRB a augmenté le volume des apports de liquidité. Ainsi, un montant moyen de 78.702 MBIF par semaine a été injecté au deuxième trimestre 2016 contre 39.258 MBIF au premier trimestre 2016.

Graphique 9 : Réserves des banques (en MBIF)

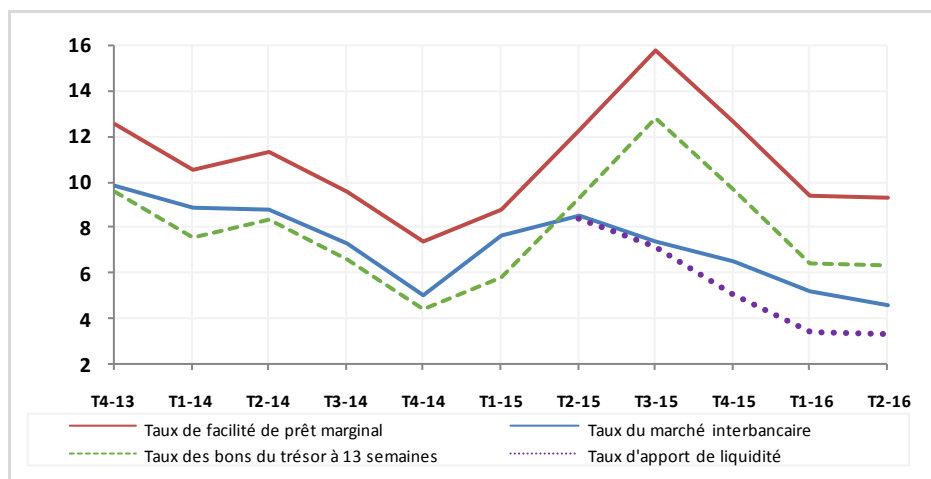


Source : BRB

Les interventions de la Banque Centrale à travers les opérations d'apports de liquidité ont entraîné un fléchissement des taux d'intérêt du marché monétaire. En moyenne, le taux sur les apports de liquidité par appel d'offres s'est établi à 3,25 contre 3,37% le trimestre précédent. De même, le taux du marché interbancaire est revenu de 5,13 à 4,56%. Le taux sur les bons du Trésor à 13 semaines (6,32 contre 6,35%) et celui de la facilité de prêt marginal (9,32 contre 9,35%) se sont stabilisés.

² Les réserves des banques correspondent aux dépôts des banques commerciales à la banque centrale déduction faite des interventions de celle-ci.

Graphique 10 : Taux d'intérêt du marché monétaire

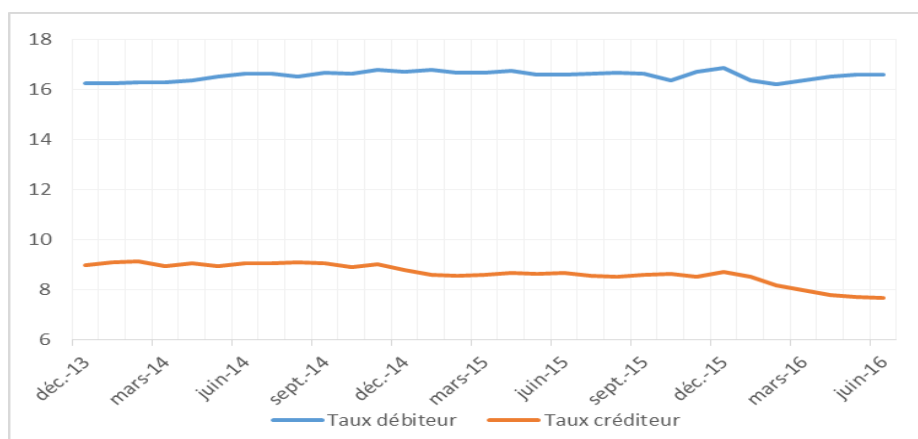


Source : BRB

A fin juin 2016, le taux moyen débiteur sur l'encours des crédits s'est établi à 16,59 contre 16,34% à la fin mars 2016. En glissement annuel, le taux moyen débiteur sur les encours de crédit s'est stabilisé (16,59 contre 16,58%).

Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les crédits distribués au deuxième trimestre 2016 s'est légèrement accru par rapport à celui du premier trimestre, passant de 16,00 à 16,96%. Cette augmentation a porté sur les taux des crédits à court terme (17,37 contre 16,32%), à moyen terme (16,52 contre 15,80%) et à long terme (14,38 contre 13,30%).

Graphique 11 : Taux moyens débiteurs et créditeurs



Source : BRB

D'une fin de trimestre à l'autre, le taux moyen créditeur a légèrement baissé, revenant de 7,98 à 7,65%. Les taux moyens sur les dépôts à terme (8,10 contre 8,36%) et sur les comptes sur livrets (6,86 contre 8,33%) ont baissé tandis que les taux sur les bons de caisse (8,30 contre 8,12%) et

sur les dépôts à vue (4,80 contre 3,69%) se sont accrus. Par rapport au deuxième trimestre 2015, le taux moyen créditeur s'est légèrement replié, revenant de 8,68 à 7,65%.

2.4.3. Base monétaire

Au deuxième trimestre 2016, la base monétaire s'est accrue de 12,6%, passant de 323.262,0 MBIF à fin mars 2016 à 364.068,9 MBIF. Cette augmentation est imputable à la hausse des avoirs intérieurs nets (+31.856,1 MBIF), les avoirs extérieurs nets ayant diminué de 8.950,8 MBIF. L'expansion des avoirs intérieurs nets s'explique principalement par l'accroissement des opérations d'apports de liquidité (+29.150,0 MBIF). La contraction des avoirs extérieurs nets est principalement liée à la baisse des apports extérieurs et aux interventions de la BRB sur le MID.

L'accroissement de la base monétaire a été, à la fois, d'origine interne (9,8 points) et externe (2,8 points de pourcentage).

Tableau 10 : Composantes de la base monétaire et ses contreparties

	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16
Composantes					
Billets et pièces en circulation	254 961,4	216 072,1	230 723,7	219 964,2	255 415,5
Dépôts des banques et microfinances	73 383,1	85 417,0	85 962,0	96 812,3	102 031,9
Dépôts des établissements financiers	2 089,9	3 810,3	2 209,5	2 734,9	1 740,1
Dépôts divers	4 060,5	9 014,6	5 613,0	3 750,6	4 881,4
Total	334 494,9	314 314,0	324 508,2	323 262,0	364 068,9
Contreparties					
Avoirs extérieurs nets	10 729,0	- 78 248,5	- 134 184,0	- 196 152,5	- 187 201,7
Avoirs intérieurs nets	323 765,9	392 562,7	458 692,4	519 414,5	551 270,6
Créances nettes sur l'Etat	318 199,5	398 227,0	452 581,6	453 694,6	457 106,2
Autres postes nets	5 566,4	- 5 664,3	6 110,8	65 719,9	94 164,4

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 8,8%, passant de 334.494,9 MBIF à fin juin 2015 à 364.068,9 MBIF en juin 2016. Cette progression est liée aux avoirs intérieurs nets qui se sont accrus de 68% (+227.504,8 MBIF), les avoirs extérieurs nets ayant, par contre, diminué de 59% (-197.930,7 MBIF).

L'accroissement de la base monétaire a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement (68,0 points de pourcentage) alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé un impact restrictif (59,2 points de pourcentage).

Tableau 11 : Origine de la variation de la base monétaire à fin juin 2016

	Par rapport à juin 2015	Par rapport à mars 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-59,2	2,8
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	68,0	9,8
dont: -Créances nettes sur l'Etat	41,5	1,0
-Autres postes nets	26,5	8,8
Base monétaire	8,8	12,6

2.4.4. La masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) à fin juin 2016 s'est accrue de 4,0%, passant de 1.023.567,0 à 1.064.424,4 MBIF. Cette augmentation a concerné l'agrégat monétaire M2 (+45.147,1 MBIF), les dépôts en devises des résidents ayant, par contre, diminué (-4.289,7 MBIF).

L'augmentation de la masse monétaire est imputable à l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+45.720,3 MBIF) plus importante que la diminution des avoirs extérieurs nets (-4.862,9 MBIF). L'expansion des avoirs intérieurs nets est liée à la hausse du crédit intérieur (+77.294,2 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des autres postes nets (-31.573,9 MBIF). L'augmentation du crédit intérieur s'explique par les créances nettes sur l'Etat (+62.722,6 MBIF) et les créances sur l'économie (+14.571,6 MBIF).

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement (4,5 points de pourcentage) alors que les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement (-0,5 points de pourcentage).

Tableau 12 : La masse monétaire M3 et ses contreparties (en MBIF)

	juin-15	sept-15	déc-15	mars 2016 (p)	juin 2016 (p)
M3	1 046 534,7	1 042 550,8	1 061 555,6	1 023 567,0	1 064 424,4
AEN	65 138,6	-33 244,6	-76 150,1	-161 023,8	-165 886,7
AIN	981 396,1	1 075 795,4	1 137 705,7	1 184 590,8	1 230 311,1
Crédit intérieur	1 236 246,0	1 345 704,1	1 407 295,1	1 451 438,2	1 528 732,4
Créances nettes sur l'Etat	465 933,3	567 917,9	688 547,5	726 504,3	789 226,9
Créances sur l'économie	770 312,7	777 786,2	718 747,6	724 933,9	739 505,5
Autres postes nets	-254 849,9	-269 908,7	-269 589,4	-266 847,4	-298 421,3
Variations par rapport au trimestre précédent					
M3	5,3	-0,4	1,8	-3,6	4,0
AEN	-59,5	-151,0	129,1	111,5	3,0
AIN	17,8	9,6	5,8	4,1	3,9
Crédit intérieur	13,5	8,9	4,6	3,1	5,3
Créances nettes sur l'Etat	34,7	21,9	21,2	5,5	8,6
Créances sur l'économie	3,6	1,0	-7,6	0,9	2,0
Autres postes nets	-0,4	5,9	-0,1	-1,0	11,8

P: provisoire
Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire M3 s'est accrue de 1,7%, passant de 1.046.534,7 à 1.064.424,4 MBIF en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+292.486,4 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets (-231.025,3 MBIF).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin juin 2016

	Par rapport à juin 2015	Par rapport à mars 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-22,1	-0,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	23,8	4,5
dont: -Crédit Intérieur	27,9	7,6
-Autres Postes Nets	-4,1	-3,1
Masse monétaire	1,7	4,0

Source : BRB

En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement (23,8 points de pourcentage) alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence négative (-22,1 points de pourcentage).

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

Malgré le ralentissement de l'activité économique qui s'est traduit, à la fois, par la baisse des dépôts et des crédits au deuxième trimestre de 2016, le secteur bancaire est resté résilient en préservant sa solidité, par un niveau de fonds propres supérieur à la norme réglementaire de 12%.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

En glissement annuel, le total bilan des banques et établissements financiers a augmenté de 12%, passant de 1.569.949,4 à 1.758.633,4 MBIF à fin juin 2016. Comparé au premier trimestre 2016, le total bilan s'est accru de 3,7%.

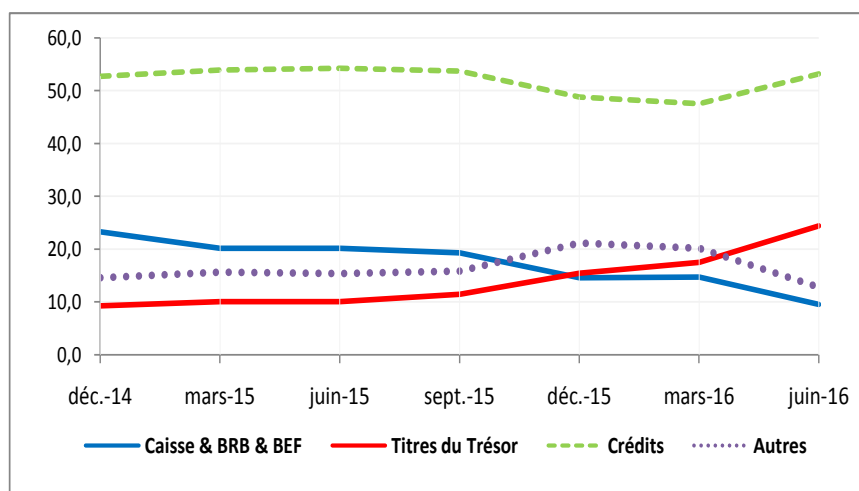
2.5.1.1. Les principaux emplois

A fin juin 2016, les principaux emplois du secteur bancaire sont essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor qui représentaient respectivement 46 et 21% du total de l'actif.

D'un trimestre à l'autre, l'encours des crédits distribués a baissé de 0,8%, revenant de 807.148,5 à 800.435,8 MBIF. Par rapport à la même période de 2015, l'encours des crédits a baissé de 6,5%.

Le volume des titres du Trésor dans l'actif des banques a augmenté de 122,2%, passant de 166.756,3 MBIF à fin juin 2015 à 370.543,6 MBIF à fin juin 2016. Comparé au trimestre précédent, le volume des titres du Trésor a augmenté de 24,8%.

Graphique 12 : Répartition des emplois (en pourcentage)



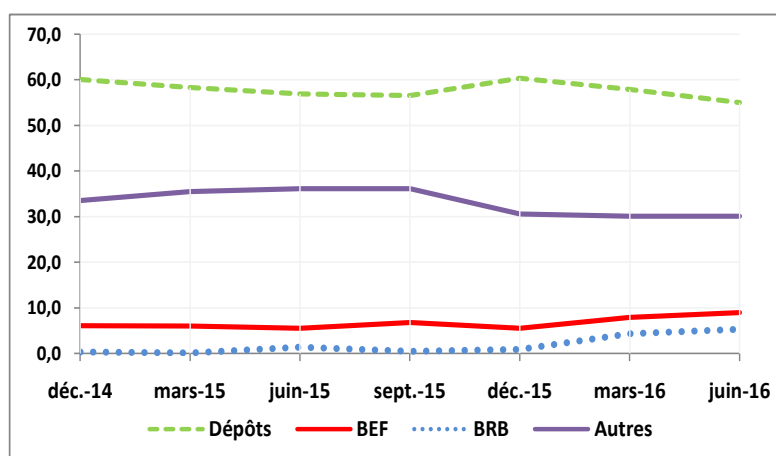
Source : BRB

2.5.1.2. Les principales ressources

A fin juin 2016, le volume total des dépôts s'est établi à 972.908,9 MBIF contre 981.207,9 MBIF au trimestre précédent, soit une baisse de 0,8%. Comparé à la même période de l'année précédente, le volume total des dépôts a augmenté de 8,9%. Les dépôts à vue représentent 62% du total des dépôts contre 38% pour les dépôts à terme.

Suite à la baisse des dépôts, certaines banques ont fait recours au refinancement par la Banque Centrale. En glissement annuel, le refinancement a augmenté de 290,5%, passant de 22.000 à 85.900 MBIF et s'est accru de 17,3% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 13 : Répartition des ressources (en pourcentage)

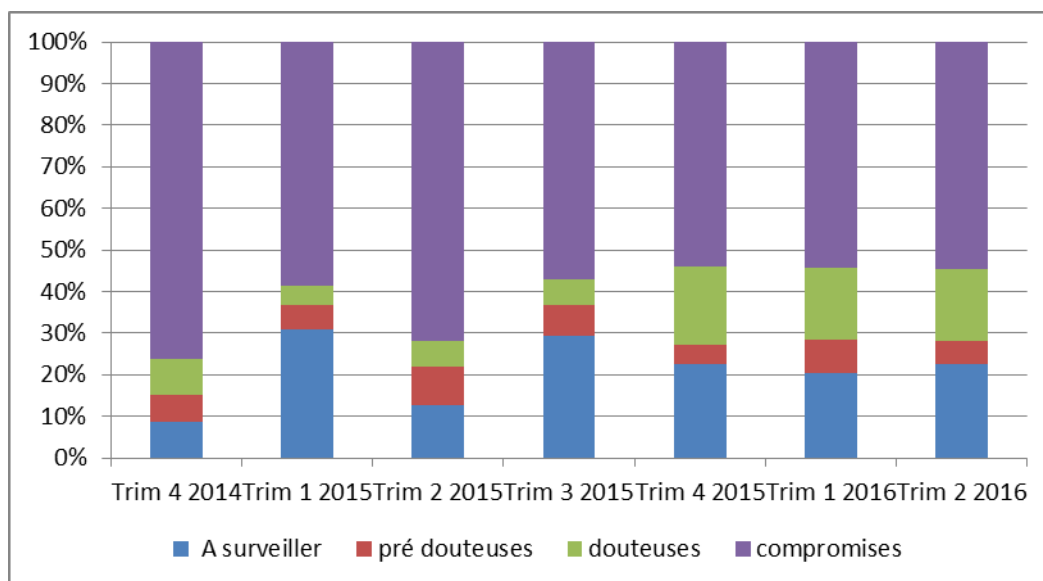


Source : BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

En glissement annuel, les créances impayées sont passées de 113.759,9 à 187.107,7 MBIF à fin juin 2016, soit une augmentation de 64,5%. Comparé au premier trimestre 2016, les impayés ont augmenté de 1,7%.

Graphique 14 : Créances impayées par classe



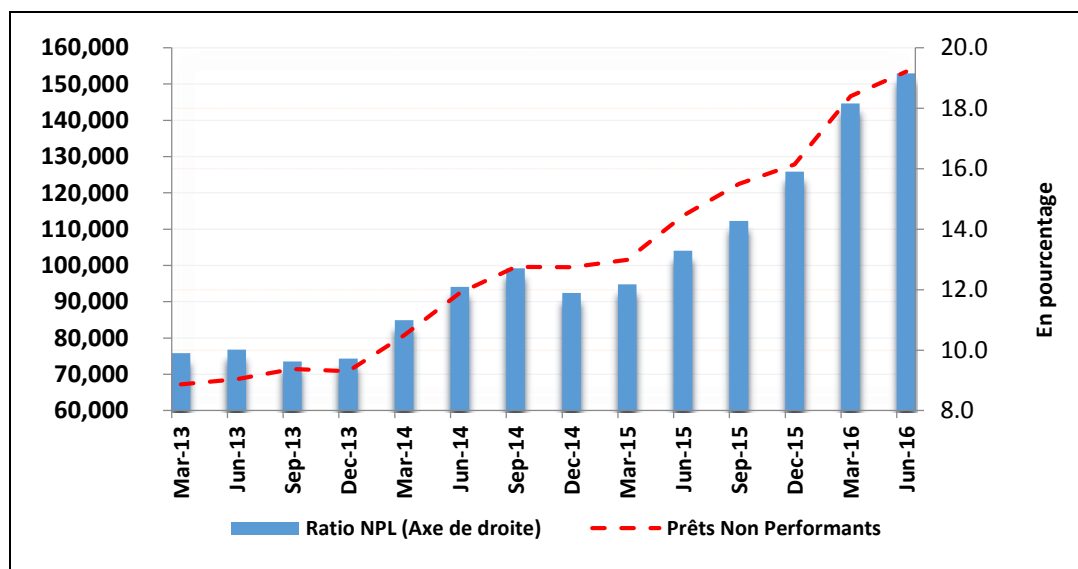
Source : BRB

Le ralentissement de l'activité économique a beaucoup impacté la capacité des agents économiques à faire face à leur engagement bancaire. Le portefeuille de crédit des banques continue à se dégrader.

En glissement annuel, les créances à surveiller ont augmenté de 190%. Par rapport au trimestre précédent, elles ont augmenté de 12%. Les créances douteuses se sont accrues de 367% de juin 2015 à Juin 2016. Par rapport au premier trimestre 2016, elles ont augmenté de 2%. Les créances compromises quant à elles ont augmenté de 25% par rapport à la même période de juin 2015 et ont augmenté de 2,1% par rapport au premier trimestre 2016.

A fin juin 2016, le ratio des prêts non performants a augmenté de 5,9 point de pourcentage, passant de 13,3% à fin juin 2015 à 19,2%. Ce ratio était de 18,2% à la fin du premier trimestre 2016, soit une augmentation de 1,0 point. Une analyse sectorielle montre une forte détérioration des crédits dans les secteurs hôtellerie et tourisme (38%), commerce (20%), industrie (15,4%) et habitat (12,5%).

Graphique 16 : Evolution des prêts non performants

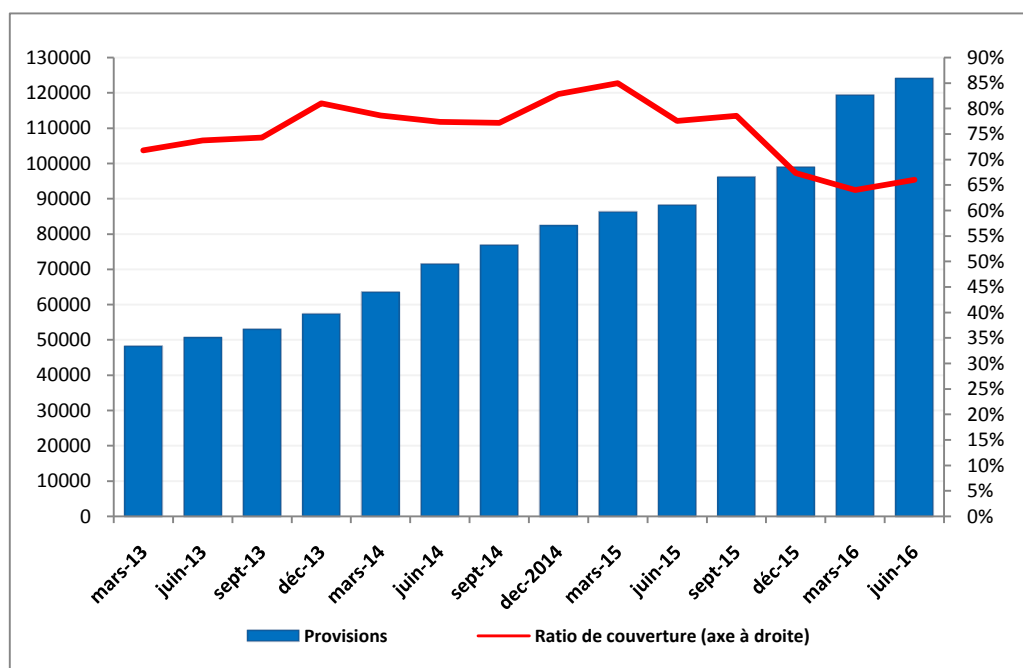


Source : BRB

En glissement annuel, les provisions pour dépréciation des créances se sont accrues de 50,9%, passant de 82.210 à 124.067,1 MBIF de juin 2015 à juin 2016. Par rapport au trimestre précédent, ces provisions ont augmenté de 6,3%.

Toutefois, le taux de couverture des créances impayées s'est établi à 66% contre 77,5% à fin juin 2015. Il était de 63,0% à fin mars 2016. La chute du taux de provision s'explique par la hausse des créances à surveiller, une catégorie de créances exemptes de provisions.

Graphique 17 : Evolution des provisions et taux de couverture



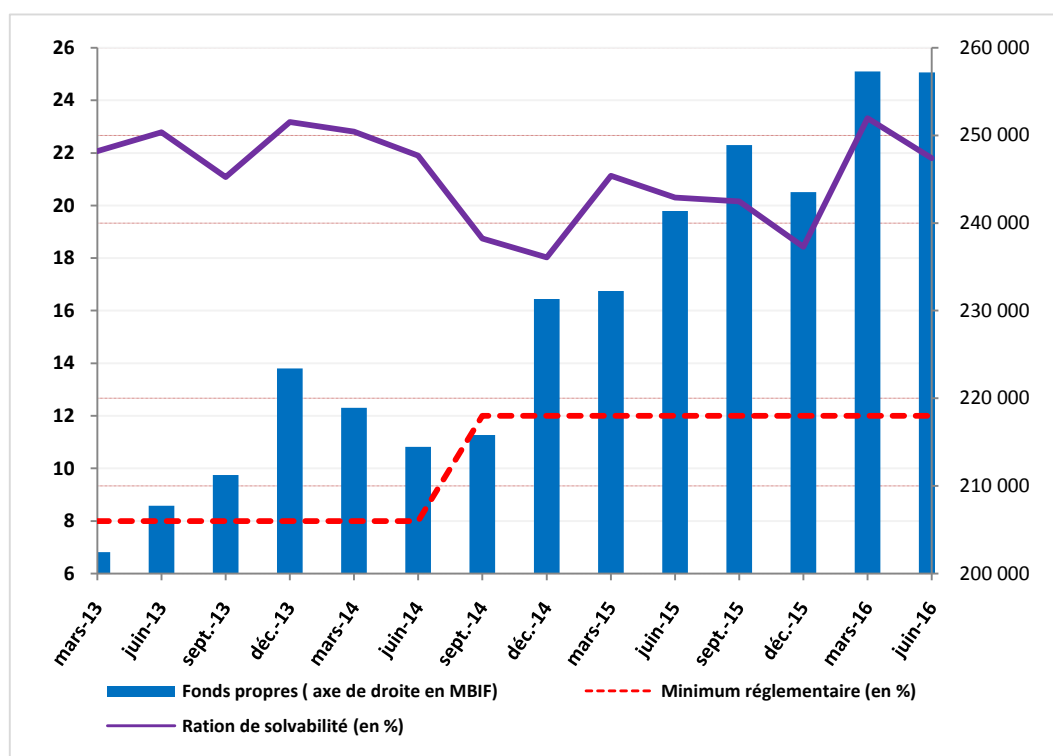
Source : BRB

2.5.3. Adéquation du capital

Le secteur bancaire reste bien capitalisé et dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 21,8% à fin juin 2016, suffisamment au-dessus du minimum réglementaire de 12,0%. D'un trimestre à l'autre, le ratio de solvabilité a baissé de 1,5 point de pourcentage, passant de 23,3 à 21,8%.

D'un trimestre à l'autre, les actifs pondérés de risques ont augmenté de 6,8%, passant de 1.103.329,7 à 1.178.392,9 MBIF. Comparé à la même période de 2015, les actifs pondérés de risques qui étaient de 1.188.936,6 MBIF ont connu une diminution de 0,9%.

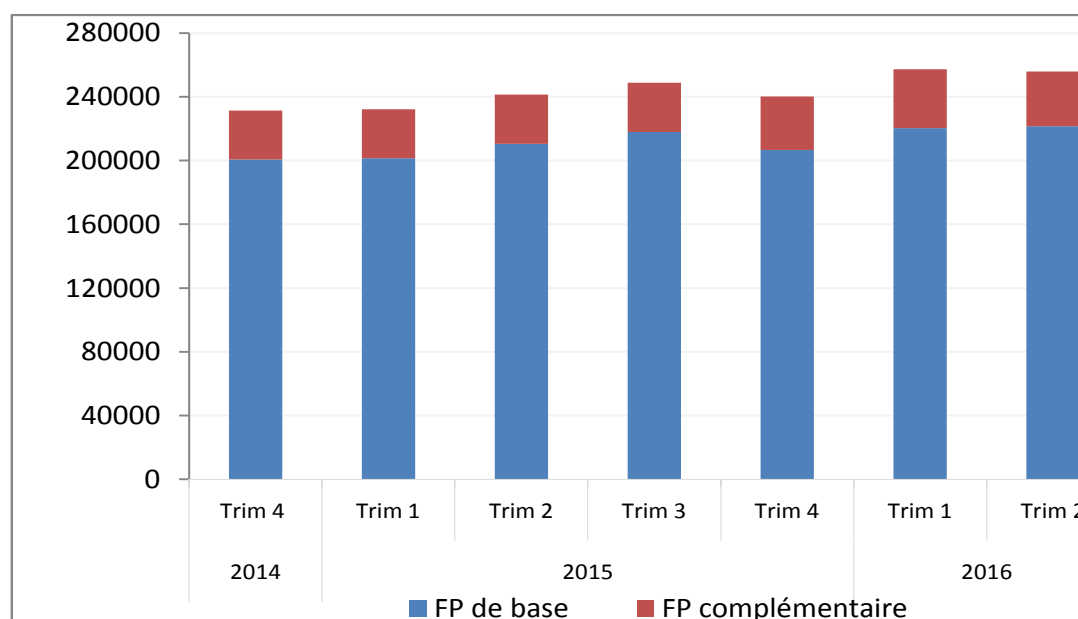
Graphique 18 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté 6,6%, passant de 241.358,4 MBIF à fin juin 2015 à 257.184,2 MBIF à fin juin 2016. Comparé au trimestre précédent, les fonds propres sont demeurés à un niveau largement supérieur à la norme réglementaire de 12%. L'augmentation des fonds propres au second trimestre 2016 résulte de l'incorporation de l'intégralité des résultats de l'exercice 2015 par certaines banques.

Graphique 19 : Composition des fonds propres du secteur bancaire



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le ratio des fonds propres de base a diminué de 1,2 point de pourcentage, passant de 20 à 18,8% à fin juin 2016, largement supérieur à la norme réglementaire de 10%. A la même période de 2015, le ratio des fonds propres était de 18,3%, soit une diminution de 0,5 point de pourcentage.

2.5.4. La rentabilité du secteur bancaire

En dépit du ralentissement de l'activité économique, le produit net bancaire s'est amélioré à fin juin 2016 par rapport à celui de la même période de 2015 (75.414 contre 63.577,5 MBIF). Ce dernier provient principalement de la marge d'intérêt avec 71% contre 29% de la marge sur commission. En revanche, le résultat net des établissements de crédit a reculé (11.021,8 contre 14.215,4 MBIF).

A fin juin 2016, le rendement moyen des actifs (ROA) s'est établi à 0,8% contre 0,9% à la même période de 2015 et le rendement des fonds propres (ROE) est passé de 6,1 à 5,3%.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au deuxième trimestre 2016, l'activité économique mondiale s'est améliorée dans la plupart des pays développés et émergents en liaison avec la bonne tenue du marché du travail et la faiblesse de l'inflation. Le commerce mondial a rebondi suite à l'augmentation des importations des pays émergents asiatiques.

Les prévisions de croissance pour toute l'année 2016 ont été revues à la baisse (3,1 contre 3,2% initialement prévue) suite à l'incertitude créée par le référendum de la sortie de la Grande Bretagne (Brexit) dans l'union européenne qui a entraîné la turbulence des marchés financiers.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait se contracter suite à la baisse des recettes d'exportation liée aux faibles cours des matières premières. L'activité économique dans les pays de la CAE resterait solide à l'exception du Burundi qui a connu un ralentissement économique depuis 2015. L'inflation a augmenté dans l'ensemble des pays de la CAE bien qu'elle reste en dessous de 8%, seuil de convergence macroéconomique.

La conjoncture économique nationale a enregistré une amélioration de la production dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'inflation en moyenne trimestrielle a baissé; en liaison avec la baisse des prix des produits alimentaires (3,1 contre 9,2%) non alimentaires (3,1 contre 3,4%).

Dans le secteur extérieur, la balance des paiements s'est clôturée avec un besoin de financement légèrement inférieur à celui de la même période de 2015. Les réserves de changes officielles ont légèrement augmenté de 6,0%, passant de 93,31 à 98,92 MUSD d'un trimestre à l'autre, et ne couvraient que 1,4 mois d'importations comme pour le premier trimestre 2016.

Les finances publiques ont été marquées par un creusement du déficit des finances publiques qui a été principalement financé par les ressources intérieures (Bons et obligations du Trésor).

La BRB a poursuivi la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante. Elle a pris une autre mesure au cours du deuxième 2016 consistant à refinancer les crédits café à un taux fixe de 3% et d'appliquer une décote de 10% sur les effets tirés sur les entreprises de la filière café, au lieu de 50% appliquée auparavant.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable malgré l'augmentation des créances impayées et du taux de provisionnement.

Dans ce contexte économique caractérisé par une faible reprise de l'activité, de baisse des dépôts et des crédits à l'économie, la Banque de la République du Burundi poursuivra la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante afin de fournir aux banques des ressources nécessaire pour financer l'économie.

Les actions de la BRB pour la période à venir consisteront à :

1° Fournir aux banques de la liquidité à travers les apports de liquidité jusqu'à ce que les réserves des banques s'améliorent;

2° Maintenir les échéances de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité ;

3° Refinancer la campagne café 2016/2017 à travers les appels d'offres de liquidité à un taux fixe de 3% ;

4° Poursuivre les interventions sur le marché des changes pour faciliter les importations des produits essentiels, et limiter les volatilités du taux de change et des prix.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PIB PAR BRANCHE (CROISSANCE ANNUELLE AU PRIX DE 2005)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	1,6%	-1,4%	2,1%	8,4%	3,7%	-3,6%	-2,7%
- Agriculture vivrière	-5,3%	3,1%	1,3%	15,2%	3,4%	-4,7%	-4,0%
- Agriculture d'exportation	136,6%	-56,5%	35,1%	-13,8%	12,2%	1,9%	8,0%
- Café	392,6%	-75,9%	71,6%	-73,3%	28,1%	11,0%	20,1%
- Thé	22,6%	-10,2%	3,0%	68,8%	13,1%	0,2%	5,1%
- Autres cultures d'exportation	-63,6%	33,2%	63,6%	-42,7%	-39,8%	-6,4%	5,0%
- Forêt	73,4%	5,4%	-9,5%	10,0%	4,7%	4,7%	4,7%
- Elevage	14,4%	0,4%	0,9%	-48,2%	2,0%	9,0%	9,0%
- Pêche	23,1%	-11,6%	11,3%	-27,5%	3,0%	26,3%	6,0%
Secteur secondaire	1,4%	1,9%	5,3%	2,4%	7,4%	-14,1%	1,0%
- Extraction	-1,4%	14,3%	7,9%	5,7%	10,0%	-5,0%	6,0%
- Industries	3,3%	2,3%	3,1%	2,2%	6,4%	-4,1%	-1,7%
- Industries agroalimentaires	2,3%	0,8%	1,8%	2,2%	2,0%	-4,0%	-5,6%
- Industries Manufacturières	6,2%	6,7%	6,6%	2,2%	17,7%	-4,4%	6,8%
- Industries textiles	16,9%	2,5%	1,3%	22,7%	15,0%	5,0%	5,5%
- Autres industries manufacturières	5,1%	7,2%	7,2%	0,1%	18,0%	-5,5%	7,0%
- Electricité, gaz et eau	-27,0%	-21,7%	15,4%	5,5%	10,0%	-10,0%	10,0%
- Construction	1,5%	2,1%	8,9%	2,3%	9,0%	-35,1%	7,0%
Secteur tertiaire	5,8%	7,0%	7,0%	2,8%	4,4%	2,0%	2,8%
- Commerce	5,4%	3,4%	3,9%	-17,1%	5,8%	-9,0%	-3,0%
- Transport et communication	-7,0%	1,5%	9,1%	-5,6%	5,9%	16,3%	6,5%
- Transports	-18,8%	-27,1%	1,2%	-18,5%	4,5%	-24,8%	4,0%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	8,0%	28,6%	13,4%	0,6%	6,4%	32,0%	7,0%
- Banques et Assurances	6,7%	13,4%	8,1%	1,0%	6,0%	5,0%	5,0%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	0,5%	2,1%	1,7%	1,3%	6,0%	-6,0%	4,0%
- Administration publique	-5,0%	12,6%	11,3%	13,6%	0,1%	8,2%	6,0%
- Education	73,3%	22,0%	15,0%	0,5%	20,0%	0,7%	5,0%
- Santé et action sociale	34,4%	43,3%	13,7%	4,4%	16,0%	-6,3%	3,0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	5,8%	-17,7%	-44,4%	23,9%	5,0%	1,0%	3,0%
- Services domestiques	-24,7%	2,1%	-6,1%	-5,7%	2,4%	1,0%	3,0%
- SIFIM	40,1%	18,9%	-4,7%	-0,1%	33,0%	2,0%	15,0%
PIB aux coûts des facteurs	3,4%	3,1%	5,0%	4,6%	4,7%	-3,0%	0,6%
Impôts et Taxes	23,5%	12,8%	-0,2%	8,0%	2,3%	-11,2%	1,6%
PIB aux prix du marché	5,1%	4,0%	4,4%	4,9%	4,5%	-3,9%	0,7%

ANNEXE 2 : INFLATION DU BURUNDI PAR PRINCIPALE COMPOSANTES (EN %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors-alimentaire
juin-14	3,3	1,7	4,6
juil-14	3,1	1,1	4,6
août-14	5,9	0,9	8,1
sept-14	5,5	2,1	7,8
oct-14	3,5	1,7	6,4
nov-14	4,2	0,8	6,8
déc-14	3,8	-0,8	7,4
janv-15	3,5	-1,6	7,5
févr-15	1,2	-3,2	4,4
mars-15	4,7	2,0	6,7
avr-15	7,4	8,6	6,6
mai-15	7,2	8,5	6,2
juin-15	7,7	10,1	5,8
juil-15	7,9	10,6	6
août-15	4,2	4,6	3,9
sept-15	4,1	4,8	3,6
oct-15	5,6	5,5	5,7
nov-15	5,8	7,3	4,7
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,4	10	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,2	6,5	2,6
avr-16	2,7	2,4	2,8
mai-16	2,6	2,8	2,6
juin-16	3,8	4,0	3,7

ANNEXE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2010	393 170,0	238 073,1	631 243,1	673 537,6	-42 294,5
2011	474 526,7	204 362,7	678 889,4	768 962,4	-90 073,0
2012	550 780,0	154 949,5	705 729,5	825 482,6	-119 753,1
2013	566 995,8	274 662,0	841 657,8	953 819,7	-112 161,9
2013	302 027,9	100 993,4	403 021,3	521 046,3	-118 025,0
2014	663 212,0	213 828,5	877 040,5	1 059 286,0	-182 245,5
janv-15	56 596,8	7 077,8	63 674,6	63 955,3	-280,7
févr-15	44 280,4	8 965,7	53 246,1	125 689,5	-72 443,3
mars-15	67 430,9	59 072,7	126 503,6	93 290,0	33 213,6
avr-15	38 280,6	9 198,7	47 479,3	75 671,9	-28 192,6
mai-15	33 698,1	8 545,8	42 243,9	73 923,2	-31 679,3
juin-15	43 575,4	5 386,9	48 962,3	85 680,0	-36 717,7
juil-15	44 700,2	3 579,6	48 279,8	90 280,3	-42 000,5
août-15	43 214,8	7 420,1	50 634,9	54 005,2	-3 370,4
sept-15	55 763,4	3 078,8	58 842,2	65 862,8	-7 020,6
oct-15	45 667,9	5 352,5	51 020,4	122 703,2	-71 682,8
nov-15	45 319,8	13 069,2	58 389,0	90 740,8	-32 351,8
déc-15	69 311,4	11 254,8	80 566,2	56 764,8	23 801,4
janv-16	47 235,2	5 895,7	53 130,9	64 664,0	-11 533,1
févr-16	43 956,0	4 688,2	48 644,1	62 680,5	-14 036,4
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	97 699,6	-28 515,4
avr-16	50 478,8	5 930,5	56 409,3	94 594,0	-38 184,7
mai-16	45 205,0	12 366,3	57 571,3	86 441,7	-28 870,4
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	81 492,1	-10 001,6

ANNEXE 4 : DETTE PUBLIQUE

Période	BRB	Bons et Obl.	Dettes intérieure Totale	Dettes extérieure	Dettes Publique Totale
janv-14	396 574,30	179 685,10	591 555,90	627 515,60	1 219 071,50
févr-14	395 958,00	185 131,70	598 077,40	647 292,80	1 245 370,20
mars-14	404 471,00	186 023,50	603 825,40	653 048,60	1 256 874,00
avr-14	409 906,30	215 257,68	643 338,18	648 263,00	1 291 601,18
mai-14	411 110,10	220 481,00	647 407,80	657 204,60	1 304 612,40
juin-14	434 035,20	220 451,60	673 164,30	658 888,70	1 332 053,00
juil-14	447 505,40	224 424,07	692 617,27	658 767,20	1 351 384,47
août-14	437 467,90	238 450,85	694 721,45	667 910,20	1 362 631,65
sept-14	421 409,40	228 790,77	668 954,17	660 946,20	1 329 900,37
oct-14	468148,1	224 259,80	711 012,50	657 139,70	1 368 152,20
nov-14	434687,3	225 519,80	678 536,80	655 824,20	1 334 361,00
déc-14	448063,6	230 040,00	730 117,70	656 563,70	1 386 681,40
janv-15	415348,9	234876,23	700 802,73	645972,8	1 346 775,53
févr-15	462738,1	226560,5	742 639,70	647955,8	1 390 595,50
mars-15	412400,5	236500,5	700 570,50	638793,8	1 339 364,30
avr-15	440 884,9	244945,9	735 771,40	640016,5	1 375 787,87
mai-15	464 369,0	267078,3	780 510,90	656763,6	1 437 274,55
juin-15	504 411,7	270 621,10	822 353,30	661361,4	1 483 714,66
juil-15	505 143,9	279 646,90	833 302,30	658721,1	1 492 023,35
août-15	541 329,4	275 468,00	864 989,30	663293,4	1 528 282,74
sept-15	577 421,6	286 853,40	914 862,17	665001,7	1 579 863,91
oct-15	602 681,6	304 366,04	961 782,55	665 748,48	1 627 531,03
nov-15	609 699,2	333 539,14	999 549,44	663 595,43	1 663 144,87
déc-15	641 724,6	377 885,90	1 069 551,80	677 558,04	1 747 109,83
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 667,80	677 015,17	1 713 682,97
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 077 581,50	686 920,77	1 764 502,27
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 799,10	707 740,27	1 810 539,37
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 132 169,40	730 077,72	1 862 247,12
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 166 078,50	732 683,33	1 898 761,83
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 176 443,40	735 345,71	1 911 789,11

ANNEXE 5 : RESERVES DES BANQUES (EN MBIF)

Période	Réserves des Banques	Interventions de la BRB
mars-14	64 293	-19 030
avr-14	66 185	651
mai-14	74 685	0
juin-14	75 387	379
juil-14	69 180	242
août-14	70 873	0
sept-14	83 847	339
oct-14	93 761	114
nov-14	93 757	315
déc-14	88 847	685
janv-15	90 537	351
févr-15	91 457	640
mars-15	82 679	879
avr-15	44 467	18 720
mai-15	48 083	7 550
juin-15	30 769	14 285
Juillet-15	35 470	15 143
Août-15	48 833	8 488
Sept-15	61 437	4 627
Oct-15	80 802	6 799
Nov-15	74 503	14 171
Déc-15	64 798	13 853
Janv-16	50 811	27 081
Févr-16	33 179	43 958
Mars-16	28 715	51 349
Avril-16	17 970	68 350
Mai-16	9 874	73 280
Juin-16	1 000	92 603

ANNEXE 6 : TAUX D'INTERETS DU MARCHE MONETAIRE (EN %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Reprise de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
mars-14	9,00	10,63	-	-	7,63
avr-14	9,42	11,87	-	-	8,87
mai-14	9,03	11,16	-	-	8,16
juin-14	8,01	10,88	-	-	7,88
juil-14	7,95	10,70	-	-	7,70
août-14	8,56	9,91	-	-	6,91
sept-14	5,44	8,05	-	-	5,05
oct-14	4,25	6,75	-	-	3,75
nov-14	4,07	7,41	-	-	4,41
déc-14	6,72	8,00	-	-	5,00
janv-15	7,50	10,29	-	-	7,29
févr-15	7,76	8,18	-	-	5,18
mars-15	7,63	7,97	-	-	4,97
avr-15	8,57	8,37	7,93	-	5,37
mai-15	8,04	14,07	8,27	-	11,07
juin-15	9,05	14,38	9,06	-	11,38
Juillet-15	7,37	14,85	7,03	-	11,85
août-15	6,61	16,34	7,10	-	13,34
sept-15	8,10	16,17	7,31	-	13,17
oct-15	7,03	14,89	7,43	-	11,89
nov-15	7,55	13,17	4,37	-	10,17
déc-15	5,00	9,82	3,40	-	6,82
Janv-16	5,00	9,44	3,46	-	6,44
Févr-16	5,00	9,41	3,38	-	6,41
Mars-16	5,40	9,21	3,27	-	6,21
Avril-16	-	9,58	3,32	-	6,58
Mai-16	4,56	9,45	3,30	-	6,45
Juin-16	-	8,92	3,14	-	5,92

ANNEXE 7 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (EN MBIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/06/2015	30/06/2016	Variation en %	30/06/2015	30/06/2016	Variation en %	30/06/2015	30/06/2016	Variation en %
I. EMPLOIS	1 459 819,4	1 627 739,6	11,5	110 130,0	130 893,8	18,9	1 569 949,4	1 758 633,4	12,0
1. Principaux Emplois	1 230 968,6	1 306 540,4	6,1	96 542,6	97 677,7	1,2	1 327 511,2	1 404 218,1	5,8
A. Liquidité	462 100,6	601 350,1	30,1	9 212,1	2 432,2	-73,6	471 312,7	603 782,3	28,1
. Caisse	44 475,8	44 012,4	-1,0	8,7	17,8	104,6	44 484,5	44 030,2	-1,0
. B.R.B.	64 668,3	103 482,6	60,0	719,8	723,8	0,6	65 388,1	104 206,4	59,4
. Banques & Etablissements Financiers	186 200,2	83 311,5	-55,3	8 483,6	1 690,6	-80,1	194 683,8	85 002,1	-56,3
. Bons, Obligations du Trésor et autres crédits à l'Etat	166 756,3	370 543,6	122,2	-	-	-	166 756,3	370 543,6	122,2
B. Crédits	768 868,0	705 190,3	-8,3	87 330,5	95 245,5	9,1	856 198,5	800 435,8	-6,5
. Court terme	366 734,8	489 943,9	33,6	9 390,6	9 415,3	0,3	376 125,4	499 359,2	32,8
. Moyen terme	208 642,3	138 945,4	-33,4	31 137,7	44 391,7	42,6	239 780,0	183 337,1	-23,5
. Long terme	90 313,9	76 301,0	-15,5	35 007,2	41 438,5	18,4	125 321,1	117 739,5	-6,0
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	1 101,1	-	-100,0	111,0	-	-	1 212,1	-	-100,0
dont : Impayés	102 075,9	163 403,6	60,1	11 684,0	23 704,1	102,9	113 759,9	187 107,7	64,5
2. Autres	228 850,8	321 199,2	40,4	13 587,4	33 216,1	144,5	242 438,2	354 415,3	46,2
II. RESSOURCES	1 459 819,4	1 627 739,6	11,5	110 130,0	130 893,8	18,9	1 569 949,4	1 758 633,4	12,0
1. Les Principales Ressources	984 185,8	1 180 602,0	20,0	18 468,8	48 140,0	160,7	1 002 654,6	1 228 742,0	22,5
. Clientèle	877 027,1	928 949,6	5,9	16 468,8	43 959,3	166,9	893 495,9	972 908,9	8,9
. B.R.B.	20 000,0	93 889,5	0,0	2 000,0	-	-100,0	22 000,0	93 889,5	326,8
. Banques & Etablissements Financiers	87 158,7	157 762,9	81,0	-	4 180,7	0,0	87 158,7	161 943,6	85,8
dont : Résidents	-	85 166,0	0,0	0,0	4 180,7	0,0	-	89 346,7	-
2. Autres	475 633,5	447 137,6	-6,0	91 661,2	82 753,8	-9,7	567 294,7	529 891,4	-6,6
III. Résultat Cumulé :	7 201,0	12 525,3	73,9	256,9	1 292,9	403,3	7 457,9	13 818,2	85,3
. Résultat de l'exercice	14 836,0	12 873,3	-13,2	256,9	1 291,9	402,9	15 092,9	14 165,2	-6,1
. Dotations complémentaires	877,5	3 143,4	258,2	-	-	-	877,5	3 143,4	258,2
. Résultat net de l'exercice	13 958,5	9 729,9	-30,3	256,9	1 291,9	0,0	14 215,4	11 021,8	-22,5
. Résultat des exercices précédents	-6757,5	2795,4	141,5	0,0	1,0	-	(6 757,5)	2796,4	141,6
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
. Fonds propres de base (en MBIF)	188 543,7	196 471,7	4,2	22 003,5	24 980,4	13,5	210 547,2	221 452,1	5,2
. Fonds propres (en MBIF)	212 279,7	221 821,4	4,5	29 078,7	35 362,8	21,6	241 358,4	257 184,2	6,6
. Ratio de solvabilité de base (norme 10%)	17,3	18,5		22,1	22,0		18,3	18,8	
. Ratio de solvabilité globale (norme 12%)	19,5	20,8		29,2	31,1		21,1	21,8	
. Ratio de levier (norme 7%)	-	13,7		-	21,0		-	14,2	
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	52,7	43,3		79,3	72,8		54,5	45,5	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	11,4	22,8		-	-		10,6	21,1	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	78,6	188,6		-	-		79,2	167,3	
. Taux de détérioration des crédits (en %)	11,5	20,0		12,0	13,9		11,6	19,2	
. Taux de provisionnement (en %)	79,1	81,8		64,3	66,0		77,5	80,5	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	27,3	24,6		8,9	9,5		22,2	23,1	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	26,3	43,9		-	-		31,1	43,9	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	113,4	120,4		-	-		100,8	120,4	
. Rapport entre R.S et E.I. (norme 60%)	131,0	125,5		271,6	247,0		146,3	144,3	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	-	30,8		-	17,7		-	30,2	
. Taux de rendement des fonds propres (*)	8,1	5,3		-	-		8,1	5,3	
. Taux de rendement des actifs (*)	1,2	0,8		-	-		1,2	0,8	

(*) les banques commerciales uniquement